



HAL
open science

Industrie en Méditerranée de la marginalisation à la mondialisation

Sylvie Daviet

► **To cite this version:**

Sylvie Daviet (Dir.). Industrie en Méditerranée de la marginalisation à la mondialisation. pp.3-4, 1997. hal-03203773

HAL Id: hal-03203773

<https://hal.science/hal-03203773>

Submitted on 21 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction : Industries en Méditerranée, de la marginalisation à la mondialisation

Mme Sylvie Daviet

Citer ce document / Cite this document :

Daviet Sylvie. Introduction : Industries en Méditerranée, de la marginalisation à la mondialisation. In: Méditerranée, tome 87, 3-4-1997. Industries en Méditerranée de la marginalisation à la mondialisation. pp. 3-4;

http://www.persee.fr/doc/medit_0025-8296_1997_num_87_3_2999

Document généré le 13/06/2016

Industries en Méditerranée, de la marginalisation à la mondialisation

par Sylvie DAVIET

Ce numéro, consacré aux industries en Méditerranée, répond à quelques interrogations de fond. La première, qui appelle les autres, concerne la pertinence même du sujet. La disparité des niveaux de développement, des dynamiques démographiques, des systèmes politiques, des cultures, des religions..., ne plaide pas en sa faveur. L'image d'un ensemble organisé, fondé sur des liens, des échanges, des solidarités, renvoie plutôt à des cycles passés, ou à une littérature contemporaine s'inspirant du modèle andalou pour mieux le réinventer. Quoi de commun entre la haute technologie provençale et l'informel cairote ou alépin ? Quoi de commun entre l'effondrement du tissu industriel algérien et le dynamisme des *holdings* turcs ? La somme des études de cas, si elle satisfait la curiosité, n'apporte pas de réponses à ces questions. Le voyage autour de la Méditerranée n'a de signification que s'il est précédé d'un questionnement rigoureux sur les faits, les représentations, les perspectives. Existe-t-il un modèle méditerranéen d'industrie ? Quelle est la réalité et la diversité du fait industriel, au regard des représentations les plus communément admises ? Quelles sont, dans le cadre d'une économie mondialisée, les chances de succès d'un espace euro-méditerranéen ? **La Méditerranée, comme objet scientifique, revêt aujourd'hui un sens dans le cadre d'une géographie de l'interface.** C'est pourquoi, renouant avec l'étymologie du mot nous ne considérerons pas la Méditerranée comme un espace mais comme un concept, désacralisé, démythifié, comparable à d'autres *méditerranées*. Ici, la mer réunit ou sépare des territoires, lieux de confrontations et de rencontres, de migrations, d'emprunts, de métissages, de circulations... entre des civilisations et des peuples différents, dont l'*hinterland* autorise des trajectoires lointaines.

L'article de G. CHASTAGNARET ouvre le débat sur une mise au point historiographique. L'industrie méditerranéenne, longtemps peu étudiée, fait désormais l'objet de travaux corrigeant l'image d'un processus tardif et limité, tant sur le plan sectoriel que géographique. La sous-évaluation de l'industrie méditerranéenne semble procéder d'une erreur de représentation : la difficulté à appréhender une réalité qui échappe au modèle nord-européen. La crise de ce modèle dans les années 1970 ouvre la voie au renouvellement des représentations, faisant écho aux publications des économistes et des géographes sur les districts industriels et diverses formes d'économies informelles dans les pays en développement, comme dans les pays industrialisés où l'on s'intéresse à la dynamique de *sentier*. L'image de la grande industrie est devenue contre-productive, celle des PME innovantes et flexibles sert désormais de référence. Le **changement de norme** provoque une onde de choc dans la définition des champs disciplinaires amenés à migrer à la marge de leur domaine traditionnel : le formel reconnaît l'informel, l'économie reconnaît le territoire, les politiques de la ville replacent l'économie au centre de leurs préoccupations... La «déconstruction» du discours scientifique est en marche, comme pour illustrer la pensée de J. DERRIDA.

La fascination exercée, à un moment donné, par le succès d'un modèle se traduit le plus souvent de façon réductrice, dans les politiques de développement ou d'industrialisation, par une volonté de le reproduire à l'identique, en s'efforçant de reconstituer les ingrédients constitutifs de la recette. Ainsi, au cours des années 1960, on a vu, dans un mouvement descendant, les **pôles de croissance** initiés par F. PERROUX s'insérer dans le paysage méditerranéen, tandis que quinze ans plus tard, le succès de la Troisième Italie renvoyait les chercheurs, dans un mouvement ascendant, à la relecture des textes de l'économiste britannique A. MARSHALL (1842-1924), et à l'identification -ou la redécouverte- de **districts industriels** à travers l'Europe et le reste du monde*. Au sud de la Méditerranée, l'industrialisation a progressé à la faveur du choc pétrolier, mais bientôt, le modèle des **pays rentiers** du golfe était disqualifié par le retournement de conjoncture et les tensions internes au monde arabe. Au cours de la période actuelle, la mondialisation a élargi les champs de référence, le modèle des **dragons asiatiques**, et dans une moindre mesure des *maquiladoras*, est venu hanter les Pays du Sud-Est Méditerranéen (PSEM) dont certains ont multiplié les zones franches. Dans les régions de l'arc latin, l'image de la **Silicon Valley** a inspiré les élus éblouis, à juste titre, par le décollage spectaculaire de la micro-électronique. Le *turn-over* des modèles géoéconomiques s'est accéléré, au moment où le bassin méditerranéen basculait comme partout, mais avec retard, de la planification au libéralisme.

Quel est l'impact, en définitive, de ces influences et de ces revirements ? Quelle est la capacité des territoires et des sociétés à les intégrer dans leur quotidien ? Il est sans doute trop tôt pour faire le bilan des mutations les plus récentes, en particulier dans les PSEM (2^e *infatih*), mais nous disposons d'un léger recul sur les rives Nord

* Voir à ce sujet la synthèse récente réalisée par G. BENKO, M. DUNFORD, J. HEURLEY (1997) : Districts industriels vingt ans de recherche, in *Espaces et sociétés*, N° 88-89, p.305-327, ed. L'Harmattan.

de la Méditerranée. **Trois articles sur l'espace marseillais, et plus largement provençal, mettent en évidence la richesse et la complexité des combinaisons euro-méditerranéennes** qui s'y trouvent. B. MOREL identifie le *négoce industrialisant* marseillais du XIX^e siècle à un district : entité socio-territoriale alliant esprit d'entreprise et structure familiale. M. JOANNON et Ch. LEES reconstituent les strates d'une archéologie industrielle recelant un très large éventail d'espaces d'industriels, tant d'un point de vue sectoriel (de la chimie à l'aéronautique) et paysager (dans la relation entre établissement, domaine portuaire et tissu urbain) que dans la genèse même des investissements (poids des politiques publiques, mais aussi capitaux privés internationaux). N. VAUDOUR présente la double composante des espaces de haute technologie : *technopôles-vitrine* officiellement programmés, comme à Nice, ou nébuleuse plus spontanée, comme en pays d'Aix, bien que là aussi les capitaux publics aient parfois donné l'impulsion et alimenté l'essaimage. La segmentation qui s'opère entre un centre mal structuré par un système local en déclin, et une périphérie dynamique nourrie de l'extérieur, égratigne quelque peu le discours des inconditionnels du développement endogène.

Regardons maintenant, à l'échelle de la Méditerranée européenne, le résultat des grands programmes de sidérurgie sur l'eau, en **Espagne** (article de J.M. BERNABE *et al.* sur Sagonte) et en **Italie** (article de R. BERGERON sur Tarente et Matera). En dépit de leurs limites, **l'image négative des «cathédrales dans le désert» ne semble plus de mise**. Ces complexes, conçus à la fin des années 1960, et réalisés au début des années 1970 à contre-courant de la conjoncture, ont su évoluer, passant de la «sidérurgie intégrale» à la spécialisation, dans le cadre des politiques communautaires. Ici, leur rachat par les *brescianti* stigmatise le changement d'image, là les mutations profondes dans l'organisation du travail et la qualité des produits ont incontestablement bénéficié des capacités d'adaptation et de dialogue des acteurs locaux. De même, dans son article sur l'implantation de Péchiney en Grèce, Ph. MIOCHE nous montre les facultés d'hellénisation de la multinationale française s'appuyant sur les «Egyptiennes», et les salariés grecs de l'usine de Gardanne. Le parcours migratoire de cette population méditerranéenne en fait un intermédiaire précieux de la direction française. **La territorialisation fonctionne**, si elle s'appuie sur des vecteurs et une volonté. D'autre part, il paraît moins opportun d'enfermer la Méditerranée dans un modèle que d'en légitimer la diversité. Le développement du Mezzogiorno ne pourrait reposer exclusivement sur une sidérurgie restructurée, des usines Fiat organisées en flux tendus, ou quelques leaders autochtones de l'industrie du meuble, même cotés en bourse à *Wall Street*. La diversité des ressources, des produits, des savoir-faire, des connections qui s'opèrent entre les espaces, est une nécessité.

A l'heure de l'ouverture, qui place **les PSEM entre Europe et mondialisation**, la diversité et l'ancienneté du processus industriel peuvent servir de base à leur différenciation. La **Turquie**, et dans une moindre mesure l'**Egypte**, sont de ce point de vue les mieux placés. Deux atouts maîtres viennent renforcer leur position : l'importance relative de leur marché intérieur, et des investissements étrangers qu'ils sont capables de drainer. Déclinant les variantes du mot «industrie» dans la langue turque, l'article de M. BAZIN et St. de TAPIA nous livre un remarquable tableau de son système industriel où se mêlent capitaux nationaux et internationaux, promoteurs publics et privés, *holdings* et entrepreneuriat populaire, acteurs locaux et filières migratoires. La structure industrielle de la Turquie est symptomatique de sa méditerranéité. En Egypte, malgré un héritage industriel également considérable, l'article de E. DENIS et F. MORICONI-EBBARD attire l'attention sur les inadaptations (le mirage des dragons) et les résistances (l'économie de rente et la corruption) qui entravent le développement. En **Syrie** et en **Tunisie**, l'ouverture a remis sur le devant de la scène un secteur privé plus fragile, dominé par la petite entreprise familiale. J. CORNAND nous montre les résultats encore incertains du processus en Syrie : les faillites se sont multipliées dans le secteur textile, mais la diversification des exportations progresse, s'appuyant sur le réseau de la diaspora libanaise, par le biais d'accords de sous-traitance avec des donneurs d'ordre européens. H. DLALA reconstitue les étapes de l'ajustement structurel en Tunisie. Deux ans après la signature des accords de libre-échange avec l'Union Européenne, les difficultés des entreprises sont réelles mais attendues. Le Ministère de l'Industrie, doté d'un bureau d'assistance aux PME, mise sur le délai de 12 ans de démantèlement tarifaire pour stimuler leur «mise à niveau» ; mais l'apport extérieur de capitaux ne semble pas à la hauteur des espoirs. L'**Algérie**, demeurée plus profondément ancrée dans le modèle de l'économie auto-centrée, subit plus durement le choc du changement, vécu comme une «casse» par une partie de la population et des élites. A. PRENANT et B. SEMMOUD soulignent que *la conception initiale de l'industrie algérienne ne l'a pas préparée à s'insérer dans l'économie libérale mondialisée*. Le constat diverge selon que l'on légitime cette *conception*, ou que l'on stigmatise l'impasse où elle a conduit. Le legs de ces années de planification ne saurait être balayé d'un revers de main, mais le sombre bilan de la situation met, en évidence les liens profonds entre la crise industrielle, sociale et morale que traverse le pays.

Les PSEM abordent donc la question du libre-échange industriel dans des conditions très différentes. H. REGNAULT nous invite à une réflexion critique sur la cohérence technique du projet euro-méditerranéen qui exclut de la négociation les produits agricoles et les échanges sud-sud. La circulation des hommes, des produits, des idées, des modèles est certes un constituant majeur du fonctionnement méditerranéen, et le principe d'une zone de libre-échange n'est pas contraire à sa nature profonde. Mais sa viabilité suppose, au-delà des considérations techniques, un cadre de paix et de stabilité, la maîtrise de la croissance démographique et des équilibres sociaux. La logique d'ouverture ne peut constituer la solution de tous les maux. Prise comme un nouveau dogme s'imposant à des populations fragilisées par des années de crise et de frustration, elle pourrait, à l'inverse du but recherché, précipiter la Méditerranée dans une *géographie de la fracture*. Son succès dépendra de la capacité des partenaires à adapter le dispositif aux données du terrain et à ménager les articulations nécessaires entre réalités d'hier et d'aujourd'hui, dynamique locale et logique globale.